

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard 1^{er} septembre 2025 - 1,50 €

N° 151

Et après ?

Ayant voulu, la veille de la rentrée scolaire, s'adresser aux Français à travers les quatre chaînes d'information en continu, à savoir BFMTV, CNews, Franceinfo et LCI, François Bayrou n'a rien abandonné de son argumentaire. Il a ainsi rappelé que « le risque est imminent dès l'instant que nous prendrons la décision de ne rien faire : d'abord, l'explosion des taux d'intérêt, puis la dégradation de la note et un jour, les prêteurs vous disent "on ne prête plus" » et que : « c'est le sort des jeunes Français qui est en jeu ». L'avenir dira non seulement s'il a convaincu – on le verra dans les sondages – mais si son propos aura exercé une influence sur le vote devant, le 8 septembre, renverser son gouvernement.

On semble donc être entré dans le temps de l'après-Bayrou, tant sa personnalité est devenue impopulaire et son emprise sur les réalités inexistante. Il y a d'ailleurs ajouté quelques maladresses comme son attaque du 27 août contre « le confort des boomers », autrement dit ce mélange de farniente et de bons revenus qui caractériserait les retraités au détriment des jeunes générations au travail. Beaucoup remarquent également que, malgré quelques mises en garde, il a fait partie, depuis quarante ans, de ce personnel politique qui a laissé la situation se dégrader.

La question concerne en fait tout autant le chef de l'État que le Premier mi-



La nouvelle chaîne de la TNT Novo19, lancée par le groupe Ouest-France a commencé à émettre le 1^{er} septembre. Le présentateur de son Journal télévisé, Martin Cangelosi, 34 ans, basé à Rennes, affirme dans le quotidien Ouest-France qu'il fera « un journal des solutions, un peu réconfortant » apportant « des solutions qui viennent des territoires ».

nistre. D'abord, il devra trouver un autre chef de gouvernement, le cinquième depuis le début de l'année dernière : ce ne sera pas facile quelle que soit la configuration, puisqu'il n'y a pas de majorité. Ensuite, il y a l'après. Certes, le 29 août, Emmanuel Macron a affirmé vouloir « exercer jusqu'à

son terme [le] mandat qui [lui] a été confié par les Français ». De même, il a assuré qu'il n'y aura pas de nouvelle dissolution, alors que presque les deux tiers des Français s'y montrent favorables et que le président du RN, Jordan Bardella, estime qu'« on ne peut pas tenir deux ans comme cela »,

SOMMAIRE

P. 1 : Et après ? P. 2 : Quelle borne ? – Cartable. P. 3 : Rentrée littéraire. P. 4 : Un drôle de consensus. – Anonymat. P. 5 : On débloque. P. 6 : Accusé de réception. P. 8 : Redécouvrir Robert Schumann à la Chaise-Dieu.

■ **Gouvernement :** Le Premier ministre François Bayrou a sollicité un vote de confiance qui aura lieu le 8 septembre à l'Assemblée nationale. Il multiplie les grandes interviews et les consultations politiques sans qu'on puisse imaginer qu'il puisse échapper à une censure.

■ **Municipales :** Le 27 août le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau a présenté un décret fixant les dates des prochaines élections municipales : 15 et 22 mars 2026. Paris : Rachida Dati a obtenu l'investiture du parti Les Républicains le 28 août pour les élections municipales à Paris. Elle a renoncé le même jour à se présenter à l'élection législative partielle de la 2e circonscription de Paris où Michel Barnier avait été investi par les LR.

■ **Fédéralisme :** Selon un sondage Ifop publié le 25 août, 71 % des Français seraient favorables à une organisation fédérale de la France avec des pouvoirs locaux beaucoup plus forts face à l'État jacobin.

■ **Tourisme :** Selon un premier bilan de l'office du tourisme parisien (rebaptisé « Paris Je t'aime »), le Grand Paris a reçu plus de 37 millions de touristes durant l'été 2024, presque autant qu'en 2019 (38 millions) et 1 % de moins qu'en 2023. Les touristes chinois (+ 40 %), japonais (+ 34 %) et indiens (+ 14 %) sont plus nombreux qu'en 2023 mais moins qu'en 2019. En revanche les Américains, les Britanniques et les Italiens manquent à l'appel (- 30 % par rapport à 2023). Les hôtels ont connu une hausse de fréquentations de 2,4 % mais les restaurants auraient perdu (comme par

d'autant que les sondages lui prédisent au moins 31 % des voix.

On recense donc les potentiels Premiers ministres, tout au moins dans le champ allant du PS aux LR. Bien que le poste n'apparaisse pas très enviable, beaucoup y pensent. Certains avancent même la traduction, en termes gouvernementaux, de cette sorte d'alliance nouée l'an passé entre la gauche et la macronie pour s'opposer au Rassemblement national. Des socialistes, comme le maire PS de Saint-Ouen, Karim Bouamrane, envisagent une sorte de coalition plus ou moins informelle : « *Pour l'après-Bayrou, le bloc de gauche, hors LFI, doit nouer un accord de non-censure avec le socle commun* ». Même le président de la République a lancé le 23 août : « *C'est aux responsables politiques de savoir travailler ensemble. Regardez ce qui se passe en Allemagne* ».

Quels que soient les événements, il va bien falloir bouger. De toute façon, c'est le pays qui va s'enfoncer. De ce côté-là, François Bayrou a raison : « *La question, c'est le destin de la France* ».

Jean-Gabriel Delacour

Quelle borne ?

On ne sait plus où mettre des bornes au déluge woke qui semble englober même les responsables politiques. Dans la série française, la dernière facétie date de la conférence de presse de rentrée d'Élisabeth Borne, ministre de l'Éducation nationale. Toujours obsédée par l'accès des filles aux filières scientifiques, elle s'est émue de ne pas voir « la société reconnaître pleinement la place des femmes

dans son Histoire ». Et de proposer tout de suite une grande réflexion : « Nous devons ouvrir le débat sur la devise inscrite au fronton du Panthéon, "Aux grands hommes, la patrie reconnaissante". »

D'abord, il y a là une méconnaissance du sens du mot « hommes », qui désigne l'humanité dans toutes ses composantes. Mais, la mode consistant à « dégenrer », peu importent la langue, le style, la syntaxe ou l'écriture. À la remorque des féministes déconstructivistes qui veulent terrasser le mâle blanc, la fidèle d'Emmanuel Macron suit la proposition d'Anne Hidalgo, la maire de Paris, qui veut « féminiser » les inscriptions de la tour Eiffel où seuls apparaissent de grands scientifiques hommes.

Ensuite, il s'agit d'une diversion face aux problèmes dont la ministre a théoriquement la charge. Tout le monde connaît les ratés de l'Éducation nationale, les élèves aussi bien que les enseignants, les syndicats autant que les politiques. Ce n'est pas avec des suggestions aussi loufoques que sera rehaussé le crédit de la responsable d'une de ces institutions qui n'arrêtent pas de s'enliser.

Enfin, comment ne pas faire remarquer à Mme Borne que le nom du Panthéon était à l'origine celui d'une femme, sainte Geneviève, qui avait sauvé la ville en 451 par son esprit de résistance ? De surcroît, elle est la patronne de Paris ainsi que de la Gendarmerie nationale. Mais tout cela, il est vrai, relève d'une époque où les femmes étaient « invisibilisées ». Cela a changé, Dieu merci.

Précý

Cartable

Depuis plus de deux siècles le cartable est le compagnon indispensable à tout écolier (ère) qui rentre en classe. Selon c'est un ustensile neuf, mais parfois il peut durer de longues années. Au Japon, par exemple, c'est un objet que l'on conserve durant toute sa scolarité.

Avec la liste des fournitures, il fait partie de la panoplie indispensable. Bien entendu, forme, poids, design, texture font l'objet d'un soin attentif, mais aussi d'une analyse financière. Selon les époques, on le tient à la main, on le porte dans le dos, parfois même il peut être doté de roulettes pour favoriser le transport. C'est souvent une question de mode, il est en bois, en cuir, en plastique, en tissu. Il peut être couvert de bandes dessinées ou de logos. Aujourd'hui outre les cahiers, la trousse, les livres, l'élève y ajoute la tablette, voire le téléphone.

Il est évident que selon les milieux sociaux ce cartable peut être bien différent, mais ce qui est commun, c'est que les élèves ont de plus en plus de manuels à transporter ce qui augmente le volume des cartables. L'heure n'est pas encore au remplacement par une tablette ou un ordinateur qui numérise tous les savoirs. D'ailleurs des circulaires ministérielles rappellent régulièrement de ne pas dépasser 10 % du poids de l'enfant. Certains établissements disposent de casiers pour les élèves, ce qui évite souvent de se surcharger.

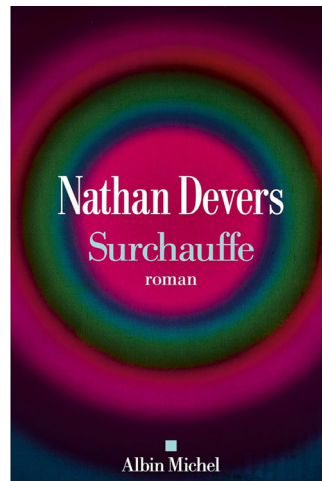
Philippe Buron Pilâtre

tout en France) environ un quart de leur chiffre d'affaires de 2023.

■ **Automobile** : Les Français ont acheté moins de voitures neuves en juillet 2025 qu'en juillet 2024 (- 7 %), contrairement aux Allemands et aux Espagnols chez qui les ventes ont connu des hausses de 11 % et 8 % avec une proportion croissante de SUV et de motorisations électriques.

■ **Barrages** : La modernisation des barrages hydroélectriques est bloquée depuis vingt ans par un contentieux avec la Commission européenne qui exige une mise en concurrence pour limiter le monopole d'EDF. Le 28 août un accord a été signé entre le gouvernement français et la Commission, qui prévoit qu'un tiers (6 gigawatts) de la production électrique de ces barrages sera commercialisée par des « énergéticiens » alternatifs, mais l'État pourra garder la propriété foncière des barrages.

■ **Patronat** : Selon un communiqué de l'association GSC (Protection sociale des dirigeants) et du cabinet Altarès le 27 août, 170 chefs d'entreprise ont perdu leur emploi chaque jour lors du premier semestre 2025. « Au 1^{er} semestre 2025, les entrepreneurs à la tête de structures de moins de 5 salariés restent les plus touchés, représentant plus de huit pertes d'emploi sur dix (26 313 entrepreneurs). Le phénomène s'amplifie pour les patrons de TPE qui comptent 6 à 9 salariés, où la progression des situations de "chômage" atteint 17,2 %, malgré un volume plus faible (1 947). Les dirigeants d'entreprises de plus de 50 sa-



ROMAN

Les Sentinelles

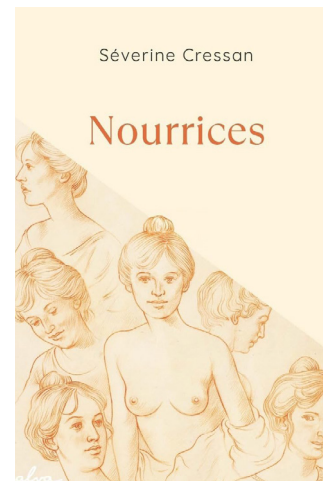
À toujours courir derrière les dossiers qui s'accumulent et le temps qui rétrécit, Jade sent ses forces l'abandonner. C'est trop pour elle. Trop pour mener de front famille et métier, les deux aussi frustrants. Alors, quand s'ouvre la perspective d'une nouvelle carrière dans l'archipel indien d'Andaman, elle n'hésite pas. Qu'importe que le palace qu'elle supervisera, dénature la beauté du paysage et écrase la culture millénaire d'un peuple autochtone qui se nomme « Les Sentinelles » ! Nathan Devers met en garde contre un monde qui part en vrille.

« Surchauffé », Nathan Devers, Albin Michel, 336 p., 21,90 €.

PREMIER ROMAN

Lait maternel

Ici les hommes travaillent dur et gagnent peu. Les femmes contribuent aux besoins du ménage en vendant un produit de luxe : leur lait maternel. Pour son premier roman, Séverine Cressan fait revivre l'époque des nour-



rices lorsque les bourgeois des villes plaçaient leur nouveau-né à la campagne. Sylvaine a fini d'allaiter son fils et prend en pension la petite Gladie. Une nuit, elle découvre un bébé dans une clairière et l'adopte. Quand Gladie meurt, elle substitue le nourrisson à la fillette rompant ainsi les liens du sang et les devoirs de la maternité..

« Nourrices », Séverine Cressan, Dalva, 272 p., 22 €.

HISTOIRE

Progrès de la médecine

Médecin généraliste, Raphaël Camus retrace l'histoire de la médecine, depuis le monde antique à l'épidémie de sida, à travers cinquante anecdotes. Dans cet ouvrage bien documenté, c'est tout un monde de magie, superstitions et pratiques plus ou moins curieuses qui surgit avant que la recherche moderne n'apporte des réponses scientifiques et efficaces aux maladies. Certaines expressions : compte d'apothicaire, poumons d'acier... trouvent ici leur explication.

« Cinquante anecdotes sur l'histoire de la médecine », Raphaël Camus, Perrin, 352 p., 21 €.



REVUE

Le défi de la démocratie

Nos démocraties sont-elles en danger de mort ? La revue Kometa pose la question à l'heure où les fake news et les cyber-manipulations remettent en cause, la liberté, la tolérance et le droit. Autres sujets abordés : Chine, contourner la censure, et un grand dossier « guerre et amour ».

« Guide de survie dans un monde sans démocratie », Kometa n° 8, été 2025, 22 €. En kiosque et en librairie.



lariés résistent quant à eux, avec une baisse de 2,4 %. [...] La tranche d'âge des 41 à 50 ans pèse pour près d'un tiers des pertes d'emploi (8 448). »

■ **Bretagne** : Le conseil municipal de Cancale (Ille-et-Vilaine) a voté, le 29 août, un arrêté pour interdire la construction de nouvelles résidences secondaires. Celles-ci représentent déjà 42 % des logements, ce qui empêche les locaux de se loger. Il s'agit d'une application de la loi Echaniz/Le Meur de novembre 2024, qui a déjà été utilisée par plusieurs villes du Pays basque notamment.

■ **Nouvelle-Calédonie** : Le Sénat coutumier kanak a terminé son vingt-cinquième congrès le 31 août en refusant d'accepter en l'état l'accord signé à Bougival le 12 juillet.

■ **Pédophilie** : Cinq prêtres décédés sont mis en cause par une dizaine de témoignages de personnes qui ont dénoncé des agressions pédophiles au lycée Stanislas de Nantes entre 1958 et 1995. La direction de l'Enseignement catholique a porté l'affaire devant la justice et a lancé un appel à témoignages pour que d'autres victimes éventuelles se signalent.

■ **Papeterie** : Lecta, le repreneur anglo-espagnol de l'usine du Lardin-Saint-Lazare de la papeterie Condat (Dordogne) n'a pas assez de commandes pour faire travailler chaque mois à plein temps les 220 ouvriers restant. Il a cessé de rembourser le prêt de 19 millions consenti sans intérêts par la Région Nouvelle Aquitaine en 2020.

Un drôle de consensus

François Bayrou affirme haut et fort qu'il veut tenir un discours de vérité. En écho, le patronat dit qu'il faut mettre le pays devant ses responsabilités. À gauche, à droite et dans les médias radio-télévisés on rivalise dans la désignation des coupables qui mettraient le pays au bord de la falaise. Tantôt ce sont les retraités, tantôt les bénéficiaires d'aides sociales ou au contraire les entreprises gorgées de subventions et l'on relance de temps à autre le débat sur le coût de l'immigration. Les chiffres volent bas, les courbes statistiques montent jusqu'au ciel...

On ne tranchera pas ici les sempiternels débats, qui abondent en vérités partielles ou partiales. Il est préférable de pointer les vérités absentes du « discours de vérité » et le non-débat qui résulte de la part oubliée de la réalité invoquée par les experts de plateaux télévisés.

Entre le gouvernement, les partis de la majorité et ceux de l'opposition, il y a un consensus qui consiste à laisser croire que le pouvoir politique est libre d'agir comme il l'entend. Ce n'est pas un complot, il s'agit de sauver les apparences. Car le gouvernement français, quelle que soit sa couleur, n'est plus maître de sa monnaie, gérée à Francfort par la Banque centrale européenne, de ses relations commerciales puisque c'est la Commission européenne qui négocie et signe les accords commerciaux, ni de son budget puisque c'est Bruxelles qui en fixe le cadre. Tous les partis promettent de mieux faire, y

compris le Rassemblement national et les socialistes, dans le respect des normes fixées. Par conséquent, il est impossible d'ouvrir un débat sur les effets d'une « monnaie unique » surévaluée qui engendre un important déficit extérieur. Et il est impossible de réfléchir sur le lien entre le libre-échange et la désindustrialisation.

Dans les milieux dirigeants, on considère que l'euro et le libre-échange sont des évidences. Or maints économistes français et étrangers ont mis ces évidences en question et présenté d'autres solutions. Le problème, c'est que ces économistes ont depuis dix ans disparu des colonnes de la presse quotidienne parisienne et des plateaux de télévision.

La « fatigue démocratique » dont on se plaint tient pour une grande part à un manque criant d'informations.

Claudine Uzerche

Anonymat

Un décret du 22 août 2025 a prévu qu'un dirigeant d'entreprise peut désormais demander au greffier du registre du commerce et des sociétés de rendre confidentielles son adresse personnelle et celles de ses associés. Cette possibilité a été ouverte après plusieurs enlèvements de dirigeants dans le domaine des cryptomonnaies. Déjà les statuts des associations publiés sur les sites des préfectures masquent les dates de naissance des membres du bureau. On s'est en effet rendu compte que posséder la date de naissance de quelqu'un facilitait certaines fraudes.

Dans une société idéale, on souhaiterait pourtant que

tout soit transparent et que les escrocs et les mauvais payeurs – contre lesquels la police et la justice nous protègent plutôt mollement – soient facilement identifiables. Mais les malhonnêtes trouvent toujours moyen de cacher leur véritable adresse pour échapper aux huissiers le plus longtemps possible. Dans une société dangereuse comme la nôtre, ce sont les honnêtes gens qui n'ont pas forcément intérêt à ce qu'on sache où ils habitent. C'est particulièrement vrai d'un certain nombre de fonctionnaires d'autorité, mais aussi bien de soignants ou de professeurs et de commerçants qui sont en contact avec un public dans lequel peut toujours surgir un vindicatif ou un fou, et bien sûr des plus riches qui attirent les convoitises. Les parents menacés peuvent craindre pour leurs enfants aussi, là où ils sont scolarisés par exemple.

Mais qui peut espérer rester durablement discret à l'heure d'Internet où il est de plus en plus facile de brasser des millions d'informations y compris personnelles ? On ne sait trop sur quelle base juridique le programme Google Street s'est ainsi autorisé à photographier, dans presque tous les pays, chaque maison dans chaque rue et à publier des photos aériennes qui révèlent bien des aspects de la vie de certains occupants. La jurisprudence n'a pas beaucoup défendu le droit à la vie privée. Un décret du 1er janvier 2024 autorise d'ailleurs l'administration fiscale à utiliser des algorithmes pour traiter ces renseignements, ainsi que tous ceux que nous publions de notre propre initiative sur les réseaux sociaux. D'autres que les administrations savent le faire aussi bien. Facebook est devenu

un outil très utile pour les cambrioleurs.

On sait que les programmes de protection des familles de repentis de la mafia, ou de dissidents réfugiés de certaines dictatures, sont extrêmement vulnérables. Les personnalités politiques en vue, qui ne peuvent pas toutes être protégées par la police, auraient également parfois intérêt à un plus grand anonymat. Et que dire de nos compatriotes de confession juive qui, dans le climat d'antisémitisme qui se développe, en sont à masquer leur nom sur leur boîte aux lettres ou à commander leur pizza par téléphone avec un pseudonyme ? La transparence ne convient qu'à des sociétés apaisées. La nôtre l'est de moins en moins. Le droit à la vie privée demande à être beaucoup mieux protégé.

Frédéric Aimard

On débloque

Ce qu'il y a de positif avec toutes les péripéties institutionnelles depuis des années c'est que les citoyens sont devenus des spécialistes du droit constitutionnel, ce qui ne met pas du beurre dans les épinars mais permet de ne pas mourir idiot. Mais de faim pour les plus démunis.

Nos étudiants qui se plaignent n'ont plus besoin d'aller traîner leur spleen sur les bancs de la faculté des sciences juridiques. Il leur suffit d'écouter les débats publics, d'ailleurs affligeants. Nos élites se surpassent dans l'indigence intellectuelle et la démagogie.

On sait tout et son contraire selon le parti pris des intervenants rarement objectifs et pédagogues sur la dissolution, le fonctionnement du parlement avec ses

abus pour ne pas débattre, l'article vedette à savoir le 49.3, et les pouvoirs du chef de l'État que M. Mélenchon en jubilant voudrait destituer, pas moins. Ou que M. Macron démissionne en reconnaissant ses fautes. Et si on attendait le résultat des municipales proches ?

S'y ajoute désormais l'article 49 mais alinéa premier puisque le premier ministre actuel va poser le 8 septembre la question de confiance. Mais uniquement sur le principe : sommes-nous d'accord ou non sur le diagnostic à savoir le grave surendettement de la France ? Ce qui ne peut durer sans agir fortement mais justement. Pour les mesures à prendre, on verra ensuite. À entendre les réactions je crains que M. Bayrou ait pris un billet de sortie et que les réformes qu'il propose d'améliorer, amender, substituer par d'autres ce qui est démocratique, passent à la trappe. Alors que certaines sont intéressantes. Le débat focalisé sur les jours fériés est surréaliste. Des jeunes veulent travailler et être payés double. D'autres salariés veulent être rémunérés et ne rien perdre. C'est juste. On veut jeter l'eau du bain avec le maître-nageur. Mais on n'est pas à l'abri d'une bonne surprise, après discussions en coulisse et compromis divers. Député, c'est avoir un job. Payé pendant les jours fériés et les vacances.

Pour le budget tout le monde partage plus ou moins la nécessité d'innover, vite. Mais si les économies sont nécessaires elles doivent toucher les autres, pas soi. C'est humain. Sans oublier les symboles : faire payer les riches ; éradiquer le paupérisme en combattant le libéralisme ; accueil-

lir sans conditions ceux qui sont persécutés ou dans le besoin ; ne pas avoir de relations avec les États agresseurs ou ne correspondant pas à la doxa morale ...Chacun a ses croyances. Est-ce possible de bâtir un budget idéal qui satisfait tout le monde ? Certains ne veulent pas et préfèrent le chaos. Tout « bordéliser » devient une politique publique pour prétendre aboutir à une démocratie exemplaire, égalitaire, aimante, sans insécurité, dans un vivre ensemble absolu. Avec la justice fiscale et sociale, concept creux. Sans commentaire. Chacun appréciera.

Il est inutile de se demander si tout ceci est bien raisonnable et si les Français approuvent, eux qu'on n'interroge pas notamment par référendum, disposition participative prévue par la constitution. Les conventions citoyennes sont comme le canada-dry. Et nos parlementaires de tous bords n'ont pas la science infuse. Ils sont responsables des lois qu'ils ont votées et de leurs choix, même si l'État a assuré la protection des citoyens. Ce qui est simplement son rôle. Comme celui de tenir les cordons de la bourse et ne pas dire oui à tout, en ayant peur des réactions de groupes de pression sinon de communautés. La nation n'est pas l'addition des intérêts particuliers.

Les jeux politiques fatiguent. Attention au coup de balai général et imprévu, le fameux « dégage ». On sait ce qu'on a, mais pas ce qui pourrait advenir. Ce qui ne veut pas dire que des réformes drastiques ne sont pas urgentes. L'immobilisme étouffe et crée des injustices et des frustrations mais renverser la table n'apporte rien de concret. N'est

pas Schumpeter et sa destruction créatrice, qui veut.

Le 10 septembre certains ont décidé de bloquer le pays. Des syndicats qui aiment bien la grève générale – principe constitutionnel bien connu – suivront mais on ne sait pas quel agrégat existe, qui est responsable, les objectifs, les moyens, les coupables... Il n'y aura peut-être plus de Premier ministre et on repartira pour un tour d'incertitudes, de discours fleuves, de menaces, de conflits, donc d'arrêt. La gauche fracturée soutient à tort qu'elle a gagné les dernières élections : elle veut le poste de premier ministre, mais pour quelle personnalité en particulier ? Avec quel programme de redressement ? La rhétorique ne remplace pas le bon sens et le partage réfléchi en conservant non pas les droits acquis qui sont mortels, mais les efforts accomplis pendant des années.

M. Macron a dit qu'il ne prononcerait pas une nouvelle dissolution au vu de l'absence de clarification de celle de l'année précédente. Mais il peut changer d'avis et une nouvelle élection législative rendre le même résultat, voire pire.

La France est en train de se noyer et des âmes désintéressées lui appuient sur la tête. Je me demande si collectivement on ne débloque pas en perdant le sens des réalités. Aucune commune, aucune entreprise ne peuvent se permettre de gouverner ainsi. Chaque famille a un budget pensé, rationalisé, contrôlé, demandant des efforts. Parfois des sacrifices et des décisions douloureuses.

On ne bâtit pas un budget national avec des boucs émissaires, des plus privilégiés que d'autres, ou des responsables dénoncés pour

leurs incompétences sinon leurs injustices. Il faut proposer de l'alternatif concret aux mesures critiquées, un remède qui n'est pas plus grave que le mal. Et en n'imposant pas les mêmes règles pour tous. C'est du masochisme de tout rejeter sans solutions faisables, ni souplesse de statut.

Il faut travailler plus, notamment les jeunes et les seniors. C'est du domaine des partenaires sociaux qui ne doivent pas faire de l'idéologie. On doit protéger les plus fragiles notamment en matière de santé. Ce qui est de la solidarité. Et ne pas punir ceux qui ont cotisé leurs vies entières et n'ont rien volé aux actifs. On doit dépenser moins. L'État doit commencer par lui-même et dégraisser le mammouth en fixant le cap et les objectifs à atteindre. Et veiller sans faiblesse aux fonctions régaliennes. C'est de la politique.

Le contraire de bloquer c'est desserrer, ouvrir. Les esprits en particulier. *Ordo ab chao*.

Christian Fremaux

La Nation Française hebdomadaire

directeur de la publication :
Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip
60, rue de Fontenay
92350 Le Plessis-Robinson
Siret 418 382 149 00015 Nanterre

N° TVA intracommunautaire
FR21418382149

ISSN 2967-2988

Imprimé par nos soins.

Accusé de réception

Les échanges de lettres entre Benjamin Netanyahu et Emmanuel Macron à la fin du mois d'août visaient plus la reconnaissance de l'État de Palestine, annoncée pour le 9 septembre, que le sujet qui a le plus retenu l'attention : la recrudescence des attentats antisémites en France. Le lien établi entre les deux par Israël n'a pas convaincu l'Élysée qui a défendu sa position sur la Palestine pendant cinq des six pages de réponse plus qu'il ne s'est expliqué sur la lutte contre l'antisémitisme. Le nouvel ambassadeur américain à Paris, Charles Kushner, qui n'est autre que le beau-père de la fille préférée de Donald Trump, en avait remis une couche entre-temps dans une lettre ouverte au quotidien new-yorkais le Wall Street Journal : « le Président et moi avons des enfants juifs et des petits-enfants juifs ». En bon Américain mais en diplomate exécrable, il posait la question en des termes très personnels et non politiques. La diplomatie française, et plus généralement la société française, y compris sa composante juive, souffre d'un réel problème de compréhension de la mentalité américaine sur la question d'Israël. Or ce n'est pas la première fois que la France et les Français en général sont pris pour cible privilégiée. En réalité le mouvement actuel n'est que la reproduction à minima de la crise totalement fantasmée d'il y a vingt ans, en 2003, lorsque Chirac refusa la guerre en Irak. Les associations juives américaines et le Congrès vilipendèrent la France et les Français en extirpant de la montée des actes antisémites

sur le sol national. Les arguments volaient bas, ramenant soit à Vichy, soit au grand remplacement. On peut encore remonter plus loin dans l'histoire, le chahut des associations juives de Chicago contre l'épouse du président Pompidou, en 1972, lors d'une visite d'État du couple français aux États-Unis, pour protester contre les ventes de Mirage à la Libye de Kadhafi. Le président Nixon était venu s'excuser personnellement.

On a beaucoup de mal à se représenter depuis la France la société juive américaine. Le judaïsme français n'a que très peu de contacts outre-Atlantique, le judaïsme francophone en général puisqu'il en va de même avec la forte communauté qui vit à Montréal (par ailleurs d'origine nord-africaine, ce qui n'est pas du tout le cas aux États-Unis).

Or, alors que l'image d'Israël, jusqu'au discours du président Mitterrand en 1982 à la Knesset, premier appel français en faveur de la reconnaissance du fait palestinien, avait été largement tournée vers la France, le vent venait de tourner avec l'arrivée au pouvoir du Likoud avec Menahem Begin, dont Benjamin Netanyahu est l'héritier. Le changement était d'autant plus radical que la nouvelle génération que ce dernier incarnait n'avait même plus rien d'euro-péen. Netanyahu a passé la plupart de ses années de jeunesse et de maturité aux États-Unis. Il comprend parfaitement les institutions, la société et les organisations juives américaines. Et réciproquement.

La littérature française fait merveille contre l'antisémitisme, conçue comme la défense des « valeurs républicaines » et ainsi de suite,

mais laisse parfaitement froid les Netanyahu, Kushner et Trump. L'ambassade française à Washington avait, en 2003, publié des textes de justification dans quasiment tous les journaux du pays, écrit à tous les membres du Congrès. L'ambassadeur et les diplomates se démultipliaient pour parler directement aux organisations juives locales à travers tout le pays. L'effort avait finalement payé. Uniquement par le témoignage, l'écoute, la présence, l'humilité, tout le contraire semble-t-il des affrontements verbaux ou écrits actuels.

Dominique Decherf

■ **États-Unis** : Un homme transgenre de 23 ans a tiré, le 28 août, à travers les vitraux d'une église attenante à l'école catholique de l'Annonciation à Minneapolis (Minnesota) lors de la messe de rentrée matinale des élèves. Il a tué deux enfants et a blessé 18 autres personnes dont 15 enfants, avant de se suicider. Il avait été élève dans cette école.

■ **Australie** : Le gouvernement d'Anthony Albanese a déclaré persona non grata, le 26 août, l'ambassadeur d'Iran à Canberra et trois de ses collaborateurs. Ils ont 7 jours pour quitter le pays. Selon les services de renseignement australien, ils sont mêlés à deux incendies antisémites fin 2024 à Sydney et à Melbourne. Les Gardiens de la Révolution seront d'autre part inscrits sur une liste d'organisations terroriste. Canberra a fermé sa propre ambassade à Téhéran.

■ **Dubaï** : En 2024 le montant des transactions immobilières dans l'émirat

a été de 140 milliards de dollars. De juin 2024 à juin 2025 on en est déjà à 73 millions de dollars. Les prix du mètre carré ont augmenté de 70 % depuis les années 2020.

■ **Chine** : Le promoteur immobilier Evergrande, fondé à Canton en 1996 par un ancien métallo, Xu Jiayon, a été définitivement radié de la cotation à la Bourse de Hong Kong le 25 août après plusieurs suspensions depuis 2021. Sa dette pourrait être de 300 milliards de dollars. La liquidation du conglomérat devrait être prononcée en octobre. Elle laisse des millions de logements inachevés – bien que partiellement payés par leurs acquéreurs – dans des quartiers qui deviennent des villes fantômes. Toutes ses tentatives de diversifications (dans l'automobile, les loisirs, l'agro-alimentaire...) sont également menacées. En 2017, le groupe pesait 50 milliards de dollars en Bourse, son activité représentait un quart du PIB chinois. Xu Jiayon, était l'homme le plus riche du pays. Il est devenu invisible et est probablement emprisonné. D'autres promoteurs immobiliers ont également fait défaut pour plus de 150 milliards de dollars. Les créanciers ont perdu plus de 99 % de leur mise. Ce sont des entreprises d'État qui vont tenter d'achever une partie des chantiers et d'exploiter les appartements invendus.

■ **Espace** : Après trois échecs successifs, la fusée SpaceX, haute de 120 m, a réussi son dixième essai le 26 août, avec un retour dans le golfe du Mexique

après avoir lâché dans l'espace des simulateurs de satellites. Cette fusée sera utilisée pour la future mission américaine sur la Lune mais est conçue pour pouvoir coloniser Mars.

■ **Madagascar** : La France a restitué, le 26 août, trois crânes de l'ethnie Sakalava, dont celui du roi Toera. Ils avaient été rapportés en France il y a 128 ans comme trophées lors des débuts de la colonisation de l'île et étaient conservés au Muséum d'Histoire naturelle. Ils ont été inhumés le 31 août.

■ **Mexique** : La pression de Donald Trump pour que le Mexique lutte plus violemment contre les cartels de la drogue a suscité des débats houleux au Sénat mexicain où un sénateur de droite et le président du Sénat (gauche au pouvoir) en sont venus aux mains le 27 août.

■ **Iran** : Faute de progrès dans les négociations avec l'Iran concernant le nucléaire, la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne (« E3 ») ont annoncé le 28 août leur intention de proposer au Conseil de sécurité de l'Onu de rétablir les sanctions économiques internationales contre l'Iran qui avaient été allégées après l'accord de 2015.

■ **Ukraine** : L'ancien président du Parlement ukrainien, le député Andriy Paroubiy, figure de la Révolution orange de 2004 et de celle de Maïdan en 2014, a été tué en plein jour dans une rue de Lviv, le 30 août, par plusieurs balles tirées par un inconnu. Le président Zelensky

a évoqué « *un meurtre minutieusement préparé* » sans désigner les services secrets russes.

■ **Asie** : Le président Poutine était à Pékin les 31 août et 1er septembre pour le sommet de l'organisation de coopération de Shanghai (OCS) en compagnie d'une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement asiatiques dont le président iranien Massoud Pezeshkian, le président turc Recep Tayyip Erdogan, le président nord-coréen Kim Jong-un ou le Premier ministre indien Narendra Modi, qui prétendent s'organiser contre l'hégémonie américaine et occidentale.

■ **Allemagne** : Pour la première fois depuis 2015 le nombre des chômeurs est repassé au-dessus de la barre des 3 millions, 46 000 de plus en un mois, 150 000 en un an. Le taux de chômage est de 6,3 %. Algérie : Le premier ministre Nadir Larbaoui a été limogé le 28 août par le président Tebboune.

■ **Gaza** : Israël a annoncé, le 30 août, avoir tué Abu Obeida, porte-parole de la branche militaire du Hamas. Une flottille de plusieurs dizaines de navires humanitaires est partie de Barcelonne, mais aussi de Grèce et de Tunisie, le 31 août, en direction de Gaza. À son bord de nombreuses personnalités de gauche pro palestiniennes dont Greta Thunberg. L'évacuation de Gaza-City se continue alors que le ministère de la Santé du Hamas affirme que 313 Gazaouis sont morts de faim dont dix la semaine dernière. Les restes d'Idan

Shtivi, un des otages israéliens du Hamas, dont la mort avait été annoncée dès octobre 2024, à 29 ans, ont été identifiés le 30 août. Le Hamas détient encore 48 otages dont une vingtaine peut-être seraient en vie.

■ **Suisse** : Lausanne a connu trois nuits d'émeutes de jeunes immigrés et de gauchistes cagoulés, du 24 au 26 août, à la suite de la mort par accident de la route d'un jeune voleur de scooter alors qu'il était poursuivi par la police. Cette dernière est accusée par les émeutiers d'être raciste et criminelle. Un climat et des conséquences qui rappellent ce que la France a connu après la mort du jeune Nahel Merzouk à Nanterre en juin 2023 lors d'un refus d'obtempérer à un contrôle routier.

■ **Maroc** : Un projet d'irrigation de 72 000 ha est relancé de façon à sécuriser la résilience agricole face au changement climatique. Le projet est mené par l'Office de Mise en Valeur Agricole de la Région – ORMVAG dans le cadre d'un partenariat public-privé. Source : *Le Matin Économique* du 25.08.2025.

■ **Hongrie** : Des photos de la propriété du père (84 ans) du Premier ministre Viktor Orban ont été vues 800 000 fois sur la page Facebook d'Akos Hadhazy, député indépendant qui estime que ce palais près de Felcsut, dans un parc de 6 000 m² peut être estimé à 15 millions d'euros et que son acquisition en 2011 et ses aménagements justifieraient une enquête pour corruption.

Redécouverte de Schumann à la Chaise-Dieu

par Jean Étèvenaux

Le cadre géographique, architectural et historique du festival de la Chaise-Dieu contribue amplement à sa renommée, avec un bourg qui, pendant dix journées, en accompagne le prestige musical avec les senteurs et les traditions de ce coin d'Auvergne. Vivre ne serait-ce que quelques heures sur le plateau casadéen apporte ce mélange de sérénité et de satisfaction reposant sur la symbiose de la nature et de la culture. Que tous ceux qui, depuis le grand pianiste Georges Cziffra le lançant en 1966, y ont patiemment et sûrement contribué soient remerciés de ce qu'ils apportent aux amateurs de musique, y compris d'ailleurs aux interprètes qui, par centaines chaque année, effectuent le déplacement pour proposer de riches (ré)découvertes.

Parmi les pépites de cette 59^e édition, il faut signaler la soirée du dimanche 24 août dans l'abbatiale Saint-Robert, autour du gisant en marbre du pape Clément VI (1342-1352), ancien moine bénédictin de l'abbaye. À côté d'œuvres de Richard Wagner (1813-1883) et de Johannes Brahms (1833-1897), c'est un autre Robert qui en a été la vedette : Robert Schumann (1810-1856). Celui-ci est très connu pour son *Concerto pour piano en la mineur op. 54*, mais beaucoup moins pour son *Concerto pour violon en ré*



Renaud Capuçon, directeur musical de l'Orchestre de chambre de Lausanne.



Robert Schumann.

mineur composé en 1853. La raison en est simple : le violoniste Joseph Joachim (1831-1907), pour lequel

il avait été écrit, le trouva imparfait. Du coup, lui et la veuve de Schumann, Clara (1819-1896), elle-même excellente musicienne, décidèrent de ne pas le publier, le considérant comme insuffisamment travaillé, voire marqué par l'affaiblissement physique et mental de son auteur. Il est vrai que l'œuvre, qui annonce l'expressionnisme alors que Schumann incarnait une forme de romantisme, demeure difficile à interpréter.

En tout cas, à la Chaise-Dieu, Renaud Capuçon, qui le pratique depuis plusieurs années, a su à la fois tenir la partition du violon et diriger l'orchestre de chambre de Lausanne composé de violons, de violoncelles,

d'altos, de contrebasses et de beaucoup d'autres instruments.

Confiée aux Archives de Berlin par le fils de Joseph Joachim avec interdiction de la jouer dans le siècle suivant la mort de Schumann, l'œuvre a été redécouverte en 1937 ; quatre ans plus tôt, les petites-nièces de Joachim avaient indiqué être entrées en contact avec Clara Schumann lors d'une séance de spiritisme.

La création du concerto fut alors confiée au jeune Yehudi Menuhim (1916-1999), mais le régime nazi s'y opposa par antisémitisme et ce fut, la même année, le violoniste Georg Kulenkampff (1898-1948) qui l'interpréta alors que Menuhim le donnait aux États-Unis. Il s'agissait alors de la version révisée du compositeur Paul Hindemith (1895-1963), dont Kulenkampff se glorifia, alors que, aujourd'hui, on est revenu à la partition originale.

C'est, en tout état de cause, un bonheur que de pouvoir bénéficier du travail à la fois de violoniste et de chef d'orchestre de Renaud Capuçon, par ailleurs familier des violons historiques. ■

<https://www.chaise-dieu.com/wp-content/uploads/2025/03/2025-Concert-14.png>